

**Interventions :**

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la conversion du métayage en fermage ; en qualité de *Rapporteur* [3 juillet 1952] (p. 3462, 3463) ; Article unique : *Amendement de M. Fourvel tendant à ne pas permettre à un propriétaire d'exercer le droit de reprise en cas de demande de conversion* (p. 3480) ; — d'une proposition de loi relative aux prix des baux à ferme ; Article unique : *Amendement de M. Rochet tendant à diminuer de 15 0/0 les baux à ferme* [3 juillet 1952] (p. 3484) ; *Amendement de M. Samson tendant à étendre la loi aux baux conclus postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 1949* (p. 3486) ; *Amendement de M. Castera tendant à accorder aux métayers le partage aux deux tiers, cheptel compris* (p. 3487) ; — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur la crise du bois dans les Landes de Gascogne, le chômage dans les papeteries landaises, la taxe de péréquation sur les papiers français et étrangers)* [8 juillet 1952] (p. 3702 et suiv.). Dépose une demande d'interpellation sur la situation économique de la région des Landes de Gascogne et plus particulièrement celle des travailleurs de la forêt landaise [19 février 1953] (p. 1166) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [17 mars 1953] (p. 1951 et suiv.). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au prix des baux à ferme, amendée par le Conseil de la République ; en qualité de *Rapporteur* [10 mars 1953] (p. 1697) ; Article unique : *Amendement de M. Ducos tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la libre révision des baux* (p. 1702) ; — d'une proposition de loi relative à la conversion du métayage en fermage ; en qualité de *Rapporteur* [10 mars 1953] (p. 1705 et suiv.) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU LOGEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION pour 1955, Art. 13 : *Son amendement indicatif (Charte des logements à construire ; secteur locatif et accession à la propriété ; prime de 1.000 francs, taux d'escompte de la Banque de France, inflation, plans homologués, coefficients d'adaptation départementaux, délais de remboursement)* [27 janvier 1955] (p. 308 à 310).

**LAMBERT (M. Lucien)**, *Député des Bouches-du-Rhône* [2<sup>e</sup> circonscription], (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommé membre : de la Commission de l'Agriculture [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; de la Commission des boissons [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

**Dépôts :**

Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à faciliter l'achat des engrais et amendements calcaires par les agriculteurs, **n° 173**. — Le 17 juillet 1951, une proposition de loi tendant à suspendre l'application du traité d'union douanière entre la France et l'Italie signé le 26 mars 1949, ainsi que des protocoles et conventions qui en découlent, et à en interdire la réalisation sans sa ratification par le Parlement, **n° 181**. — Le 19 juillet 1951, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 46-1181 du 24 mai 1946 relative à l'attribution de prêts d'installation du Crédit agricole mutuel aux jeunes ménages agriculteurs, **n° 211**. — Le 20 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 500 millions de francs, comme indemnité d'urgence aux victimes de l'ouragan du 16 juillet 1951 qui a causé de grands dégâts aux récoltes dans certaines régions du Sud-Est de la France, **n° 226**. — Le 26 juillet 1951, une proposition de loi tendant à indemniser rapidement les victimes des calamités agricoles provoquées par les crues et orages dans le département des Bouches-du-Rhône, à reconstruire les ouvrages d'art détruits ou endommagés et à prendre des dispositions de nature à éviter le renouvellement de ces dégâts, **n° 302**. — Le 27 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier la décision du 19 juillet 1950 du Ministère de l'Agriculture, relative au mode d'attribution de la prime exceptionnelle de soutien de la culture de l'olivier : 1° en ouvrant de nouveaux délais pour les déclarations de culture ; 2° en supprimant l'abattement pour les 25 premiers pieds d'oliviers et en payant la prime à compter du premier olivier,

**n° 350.** — Le 27 juillet 1951, une proposition de loi tendant à porter les taux des primes d'encouragement à la culture de l'olivier à 50 francs pour les oliviers régénérés et à 150 francs par pied d'olivier nouvellement planté, **n° 374.** — Le 2 août 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 295) de M. Tourtaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à la convocation des jeunes ruraux réservistes pour période d'entraînement militaire pendant les mois d'août, septembre et octobre 1951, **n° 492.** — Le 3 août 1951, une proposition de loi tendant à exonérer de l'impôt sur les bénéfices agricoles certains arbres fruitiers pendant les années qui suivent immédiatement leur plantation, **n° 524.** — Le 11 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer d'urgence, un secours de 30 millions de francs pour première indemnité aux victimes de l'orage du 7 août 1951 dans le département des Bouches-du-Rhône et à accorder des exonérations d'impôts, **n° 683.** — Le 11 septembre 1951, une proposition de loi tendant à différer l'entrée en vigueur des résultats de la revision foncière accélérée, **n° 1064.** — Le 18 septembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs sinistrés de Beaumont-de-Pertuis, de Grambois et de Saint Martin-de-la-Brasque, **n° 1129.** — Le 13 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre de toute urgence les dispositions nécessaires pour que le fonctionnement de l'usine à gaz de Martigues et la fourniture du gaz de houille aux usagers de cette localité ne soient pas interrompus, **n° 1479.** — Le 18 novembre 1951, une proposition de loi tendant à accorder un crédit de 250 millions de francs aux victimes des inondations dans le département du Vaucluse, **n° 1517.** — Le 23 novembre 1951, une proposition de loi tendant à accorder un crédit d'un milliard de francs au Ministre de l'Intérieur pour venir en aide aux sinistrés des inondations dans le Vaucluse dont un tiers du département est sous les eaux, **n° 1688.** — Le 28 novembre 1951, une proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de cinq milliards destinés à secourir et indemniser les sinistrés des inondations du mois de novembre 1951, **n° 1743.** — Le 11 décembre 1951, une proposition de loi tendant à la prise en charge

par l'Etat du financement des travaux à effectuer, notamment sur la Durance et le Rhône, ainsi qu'aux canaux et cours d'eau du département des Bouches-du-Rhône, de façon à éviter de nouvelles inondations, **n° 1940.** — Le 12 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre fin aux importations de concentrés de tomates et à prendre des dispositions pour sauvegarder nos possibilités d'écoulement, notamment en réduisant les charges fiscales qui frappent notre production de conserves de tomates, **n° 1969.** — Le 21 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 2051) de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'application de la loi n° 48-809 du 13 mai 1948 relative aux réévaluations foncières des propriétés non bâties jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1953, **n° 2158.** — Le 16 février 1952, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 350) de M. Lucien Lambert et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier la décision du 19 juillet 1950 du Ministère de l'Agriculture, relative au mode d'attribution de la prime exceptionnelle de soutien de la culture de l'olivier : 1<sup>o</sup> en ouvrant de nouveaux délais pour les déclarations de culture ; 2<sup>o</sup> en supprimant l'abattement pour les 25 premiers pieds d'oliviers et en payant la prime à compter du premier olivier, **n° 2660.** — Le 16 février 1952, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 374) de M. Lucien Lambert et plusieurs de ses collègues tendant à porter le taux des primes d'encouragement à la culture de l'olivier à 50 francs pour les oliviers régénérés et à 150 francs par pied d'olivier nouvellement planté, **n° 2661.** — Le 16 février 1952, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 4179) de M. Signor et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire une très large place aux choux-fleurs dans les accords commerciaux signés avec tous pays importateurs, y compris ceux d'Europe centrale, en vue d'un écoulement satisfaisant de notre production nationale, **n° 2662.** — Le 19 février 1952, une proposition de loi tendant à assurer la création et le fonctionnement de centres d'apprentissage agricole primaires, **n° 2739.** — Le 28 février 1952, une proposition de résolution

tendant à inviter le Gouvernement à subordonner tout octroi de licences d'importation de laine à la justification d'un achat préalable de laine nationale dans une proportion au moins égale aux 20 0/0 du montant de la licence, **n° 2919**. — Le 13 mars 1952, une proposition de loi tendant à accorder certaines exonérations d'impôts et cotisations des indemnités et secours, et des réparations, aux sinistrés des inondations de novembre 1951, pour les départements de Vaucluse, des Bouches-du-Rhône, de la Drôme et du Gard, à prévoir les crédits nécessaires, et à mettre à la charge de l'Etat les travaux concernant les ouvrages de défense contre les eaux, **n° 2920**. — Le 13 mars 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à interdire pour la campagne en cours toutes importations d'huile d'olive en provenance de pays étrangers, **n° 2921**. — Le 13 mars 1952, une proposition de loi tendant à assurer la protection de l'olive métropolitaine en l'intégrant dans le plan de garantie des prix définis par le décret n° 47-1402 du 26 juillet 1947, **n° 2922**. — Le 10 avril 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à accorder des exonérations d'impôts, des indemnités de compensation aux cultivateurs de la région méditerranéenne ayant subi des pertes causées par la gelée du vendredi 4 avril 1952 ; 2° à accorder des avances à la Caisse de crédit agricole afin de lui permettre d'allouer des prêts spéciaux à intérêt réduit à ces cultivateurs qui en feraient la demande, **n° 3296**. — Le 20 mai 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre toutes importations de pommes de terre de consommation en provenance de pays étrangers, et notamment d'Espagne, **n° 3446**. — Le 10 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre diverses mesures en vue de l'utilisation pour le trafic voyageurs et marchandises, de la voie ferrée d'Orange (Vaucluse) à Buis-les-Baronnies (Drôme), **n° 3615**. — Le 10 juillet 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêté ministériel n° 52-154 du 10 mai 1952 donnant compétence aux préfets de fixer les prix des fruits et légumes et à annuler la circulaire ministérielle n° 606 du 4 juillet 1952, de façon à faciliter l'écoulement de la production française et l'approvisionnement des consommateurs à des prix raisonnables, **n° 4116**.

— Le 6 novembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires à l'écoulement de la récolte de choux-fleurs à des prix rémunérateurs, **n° 4618**. — Le 24 janvier 1953, une proposition de loi tendant à la prise en charge par l'Etat du financement des travaux de défense contre les inondations à effectuer sur les cours d'eau du département de la Drôme, **n° 5367**. — Le 17 février 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le trafic ferroviaire sur la ligne de Salon à Saint-Cannat dans le département des Bouches-du-Rhône, **n° 5554**. — Le 26 février 1953, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 2922) de M. Lucien Lambert et plusieurs de ses collègues tendant à assurer la protection de l'olive métropolitaine en l'intégrant dans le plan de garantie des prix définis par le décret n° 47-1402 du 26 juillet 1947, **n° 5700**. — Le 26 février 1953, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 2924) de M. Lucien Lambert et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à interdire pour la campagne en cours toutes importations d'huile d'olive en provenance de pays étrangers, **n° 5701**. — Le 20 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réduire les tarifs de la S.N.C.F. appliqués actuellement au transport des ovins transhumants, **n° 5962**. — Le 27 mars 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer au plus tôt, sur le bureau de l'Assemblée Nationale, le projet de loi concernant le barrage de Serre-Ponçon et l'aménagement hydro-électrique et agricole de la Basse-Durance, **n° 6086**. — Le 12 mai 1953, une proposition de loi tendant à affranchir des formalités à la circulation les vins que le récoltant destine à sa consommation familiale et qu'il transporte de la cave coopérative vinicole à son domicile, **n° 6113**. — Le 3 juin 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des dégrèvements d'impôts et des cotisations aux allocations familiales aux cultivateurs ayant eu leurs récoltes endommagées ou détruites par l'ouragan des 27 et 28 mai dans le sud-est de la France, **n° 6273**. — Le 2 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre, pour la campagne en

cours, les importations de légumes frais, notamment de tomates, en provenance de pays étrangers, n° 6427. — Le 5 novembre 1953, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 6681) de M. Billat, et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à tout mettre en œuvre pour protéger l'élevage du lapin domestique et le territoire de la chasse au lapin de garenne, contre la myxomatose et à faciliter le repeuplement du territoire de chasse, n° 7078. — Le 6 mai 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire reconstruire au cours de l'année 1954 le pont sur la Durance, à Cavaillon (Vaucluse), n° 8406. — Le 23 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes des récentes inondations dans les départements des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse et à réaliser des travaux de défense contre les inondations, notamment sur la Durance et le Rhône, n° 9797. — Le 29 décembre 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à limiter les importations de pailles de sorgho servant à la fabrication des balais ménagers, par l'application d'un droit de douane de 40 francs par kilo ; 2° à limiter les importations de fibres étrangères de concurrence et en particulier de la bassine des Indes ou piassava, n° 9828.

### Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au redressement financier de la sécurité sociale ; Art. 9 : *Transfert de charges à la caisse de secours mutuels agricoles* [30 août 1951] (p. 6625) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1952 ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Chap. 31-30 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour l'entretien des routes et ponts (Pont de la Durance)* [15 novembre 1951] (p. 8088) ; INDUSTRIE ET ÉNERGIE, Chap. 10 40 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour la direction du gaz et de l'électricité (Fermeture de l'usine à gaz de Martigues)* [20 novembre 1951] (p. 8216, 8217) ; AGRICULTURE, Chap. 32-70 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour la protection des végétaux (Culture de la lavande)* [21 novembre 1951] (p. 8276) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 5100 : *Son amendement*

*tendant à réduire les crédits pour la vulgarisation (Aide à la culture du riz)* (p. 8299) ; *le retire* (p. 8300) ; Chap. 51-30 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la reconstitution des oliviers (Augmentation des primes de reconstitution)* (p. 8300) ; *le retire* (ibid.) ; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Union douanière franco-italienne)* [5 décembre 1951] (p. 8826) ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Ecole des houillères de Fuceau)* [18 décembre 1951] (p. 9274, 9277) ; PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Article additionnel : *Son amendement tendant à abroger la taxe additionnelle à la taxe à l'achat* [21 décembre 1951] (p. 9541) ; *Son amendement tendant à créer une taxe sur les sociétés* (p. 9541) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à abroger la taxe sur les céréales* [22 décembre 1951] (p. 9574) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à abroger la taxe additionnelle à la taxe à l'achat* [22 décembre 1951] (p. 9576) ; Art. 6 *ter* : *Imposition additionnelle à l'impôt foncier non bâti, mise en vigueur du nouveau cadastre* [22 décembre 1951] (p. 9579) ; Art. 6 *ter* : *Demande de disjonction du 2<sup>e</sup> alinéa ne tenant pas compte de la révision des revenus cadastraux, présentée par le Gouvernement* [22 décembre 1951] (p. 9628) ; Etat annexé, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services centraux (Réclamations des exploitants agricoles)* (p. 9642) ; Chap. 4000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits des prestations familiales des salariés agricoles (Abattements de zones)* (p. 9643) ; Chap. 60-10 : *Son amendement tendant à exonérer les sinistrés des inondations de novembre 1951* (p. 9644) ; PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, amendé par le Conseil de la République, Art. 1<sup>er</sup> bis : *Son amendement tendant à fixer à 17.250 francs le salaire de base dans la Seine pour le calcul des prestations familiales* [3 janvier 1952] (p. 84). — Pose à M. le Ministre de l'Education nationale, une question relative aux écoles des houillères nationales de Fuceau [21 décembre 1951] (p. 9505). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952 ; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, AGRICULTURE, Chap. 90-10 : *Son*

amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement rural (Aménagement du bassin de la Durance) [26 décembre 1951] (p. 9877); le retire (ibid.); Chap. 91-79 : Sa demande de renvoi à la commission du chapitre portant réfection des ouvrages de protection contre les crues (p. 9878); — d'un projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux en 1952; Art. 2, Etat B, ENERGIE : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les prêts à la compagnie nationale du Rhône (Barrage de Montélimar) [27 décembre 1951] (p. 9957); le retire (ibid.); AGRICULTURE : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les prêts pour la modernisation de l'agriculture et la production d'azote (Prêts aux agriculteurs) (p. 9976, 9977); — du projet de loi relatif au rétablissement des communications et à la défense contre les eaux dans le Sud-Est [24 janvier 1952] (p. 325, 326). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, une question relative aux inondations dans le Sud-Est [25 janvier 1952] (p. 381). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à accorder l'aval de l'O.N.I.C. aux négociants en grains amendée par le Conseil de la République : Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée nationale donnant priorité aux coopératives sur les négociants [25 janvier 1952] (p. 401); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 404); — d'une proposition de loi relative à l'attribution de prêts d'installation aux jeunes ménages agriculteurs : Demande de renvoi du débat, présentée par M. Lalle [14 mars 1952] (p. 1328); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1952; Art. 7 : Motion incidente de M. Rochet tendant à abroger les décrets augmentant les prix des engrais, matériel agricole et aliments de bétail [3 avril 1952] (p. 1827); Art. 44 : Sa motion tendant à surseoir au débat en attendant l'exonération d'impôts pour les sinistrés agricoles des inondations de 1951 et 1952 [4 avril 1952] (p. 1930); Art. 72 : Demande de prise en considération de l'article appliquant la révision des évaluations des propriétés non bâties, présentée par le Gouvernement (Révision accélérée du cadastre) (p. 1939); Son amendement tendant à retarder d'un an l'application de la révision du cadastre (p. 1940); — du projet de loi relatif à l'allocation de vieillesse des personnes non salariées; Art. 12 : Amendement de M. Fourvel tendant à supprimer l'ar-

ticle tendant à récupérer sur les successions supérieures à 2 millions les arrérages de l'allocation vieillesse [6 juin 1952] (p. 2714); Art. 14 : Son amendement tendant à supprimer la cotisation personnelle de 2.000 francs par an (p. 2734); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 12 : Amendement de Mme Laissac tendant à supprimer l'article prévoyant des cas où les héritiers devront rembourser l'allocation [4 juillet 1952] (p. 3550); — d'une proposition de loi relative au prix des baux à ferme; Article unique : Son amendement tendant à supprimer l'alinéa relatif aux redevances et services en nature [3 juillet 1952] (p. 3483); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : Discussion générale (Ses observations sur la concurrence étrangère et la mévente des primeurs de Vaucluse, le prix insuffisant de l'huile d'olive) [8 juillet 1952] (p. 3685, 3686); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-71 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le génie rural (Adductions d'eau et aménagement de la Durance) [21 octobre 1952] (p. 4289, 4290); le retire (ibid.); INDUSTRIE ET COMMERCE, Etat A, Chap. 31-01 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Usine hydrogénique de Rousset) [23 octobre 1952] (p. 4353); le retire (ibid.); AGRICULTURE, Chap. 43-33 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'apprentissage agricole (Formation des jeunes ruraux) [25 octobre 1952] (p. 4472); le retire (p. 4473); Chap. 44-23 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la reconstitution des oliviers (Disparition rapide des oliviers) (p. 4474); le retire (p. 4475); Chap. 44-27 : Encouragement à l'emploi des engrais (p. 4476); Chap. 46-51 : Indemnisation des calamités agricoles (p. 4482); — du projet de LOI DE FINANCES pour l'exercice 1953; Art. 63 : Son amendement tendant à fixer par une loi le coefficient déterminant la valeur des immeubles d'après le revenu cadastral [11 décembre 1952] (p. 6197); Art. 66 : Son amendement tendant à disjointer l'article limitant les privilèges et le nombre des bouilleurs de cru (p. 6198, 6199); Art. 99 : Demande de disjonction de l'article interdisant les exonérations d'impôt ou diminutions de recettes, présentée par M. Rochet (p. 6234); Article addi-

lionnel : Amendement de M. Boscary-Monsservin tendant à instituer une taxe unique sur les engrais [21 décembre 1952] (p. 6890) ; Amendement de M. Rochet tendant à détaxer les aliments du bétail et à majorer l'impôt sur les sociétés (p. 6894) ; Amendement de M. Rochet tendant à exonérer de droits jusqu'à concurrence de 5 millions les donations ou cessions entre co-héritiers (6909) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 51-60 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement hydraulique agricole (Aménagement du cours de la Durance) [20 décembre 1952] (p. 6789) ; Chap. 51-70 : Son amendement tendant à renvoyer à la Commission, le chapitre relatif aux travaux d'équipement prévus en 1951 (p. 6790) ; Chap. 61-70 : Sa demande de renvoi à la commission du chapitre relatif au remembrement (Habitat rural) (p. 6792) ; Chap. 61-72 : Sa demande de renvoi du chapitre relatif à l'habitat rural (p. 6793) ; TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Chap. 53-20 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour routes et ponts (Pont de Cavaillon sur la Durance) [21 décembre 1952] (p. 6943, 6944) ; Chap. 53-30 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les voies de navigation intérieure (Canal de Marseille au Rhône) (p. 6944) ; — du projet de loi portant fixation du budget de PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES ; Art. 4 : Son amendement tendant à fixer les cotisations des exploitants agricoles au même taux en 1953 qu'en 1952 [29 janvier 1953] (p. 651) ; Art. 7 : Son amendement tendant à supprimer les taxes sur les céréales, betteraves, viandes, cidre, tabac et produits forestiers et à majorer le taux de l'impôt sur les sociétés (p. 662, 663) ; Son amendement tendant à supprimer la taxe additionnelle à la taxe à l'achat (p. 663, 664) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement des services civils en 1953, amendé par le Conseil de la République ; AGRICULTURE : Ses explications de vote sur l'ensemble [30 janvier 1953] (p. 775) ; — d'une proposition de loi relative à la conversion du métayage en fermage : Discussion générale (Ses observations sur le sort malheureux des 150.000 métayers, la nécessité de la conversion des métayages) [24 mars 1953] (p. 2277, 2278) ; Sa motion incidente tendant à discuter de la réforme du métayage (p. 2279) ; —

des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : Cas des fruits et légumes ; importations abusives, taxes et marges bénéficiaires [16 octobre 1953] (p. 4355) ; — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 3101 : Administration centrale (Prêts sociaux aux jeunes agriculteurs) [3 décembre 1953] (p. 5921) ; Chap. 3473 : Etudes et surveillance des travaux du génie rural (Frais de déplacement des agents du génie rural) (p. 5946) ; Chap. 4423 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour primes à la reconstitution des oliviers (Baisse de la production d'huile d'olives) (p. 5951, 5952) ; Etat B, Chap. 5160 : son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour travaux d'hydraulique agricole (barrage de Serre-Ponçon sur la Durance) [4 décembre 1953] (p. 5986) ; Etat A, Chap. 3471 : Sa demande de renvoi en commission du chapitre relatif aux frais de déplacement des fonctionnaires du génie rural (p. 6016) ; — d'une proposition de loi relative au régime de l'ALLOCATION DE VIEILLESSE AGRICOLE : Motion de M. Le Roy-Ladurie tendant au renvoi du projet devant la Commission des finances [21 juillet 1954] (p. 3500) ; Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Laborbe tendant à tenir compte des variations du revenu cadastral minimum devant servir d'assiette à la cotisation [28 juillet 1954] (p. 3681) ; amendement de M. Waldeck Rochet tendant à fixer le revenu cadastral minimum à 40 francs pour l'assujettissement à la cotisation (p. 3681) ; amendement de M. Waldeck Rochet (fixation du revenu cadastral servant de base au calcul des allocations familiales) (p. 3682) ; amendement de M. Waldeck Rochet (financement de la caisse autonome des pensions et allocations vieillesse agricole ; création du fonds national d'allocation vieillesse) (p. 3686) ; — Ses explications de vote : Insuffisance de la retraite des vieux paysans [3 août 1954] (p. 3794, 3795) ; — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour l'exercice 1954. Art. 2 : Son amendement (avance du Trésor de 5 milliards) [30 juillet 1954] (p. 3751) ; Art. 5 : Son amendement (exonération du riz de la taxe prévue par la loi de 1942) (p. 3753) ; son article additionnel (taux des cotisations des exploitants agricoles en 1954) (p. 3754) ; article additionnel de M. Waldeck Rochet (attribution de l'allocation de salaire unique) (p. 3755) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 3 :

*Amendement de M. Boscury-Monsservin (sur-compensation entre les différents régimes de prestations familiales) [13 août 1954] (p. 4188); — du projet de loi relatif aux prestations viniques : Discussion générale (exonération des producteurs de moins de 200 hectolitres) [3 août 1954] (p. 3798); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre fiscal, Art. 1<sup>er</sup> bis : Son amendement (exonération de la taxe proportionnelle sur les bénéfices agricoles pour les jeunes agriculteurs ayant un revenu cadastral inférieur à 40.000 francs) [13 août 1954] (p. 4195); Art. 20 septiès : Son amendement relatif à la date de paiement des impôts (p. 4215); Art. 28 : Son amendement tendant à supprimer la taxe fiscale sur la margarine (p. 4218); — du projet de loi relatif à l'aménagement de la Durance : Discussion générale (alimentation en eau salée des salins de Berre, production de primeurs) [13 août 1954] (p. 4228, 4229); Art. 1<sup>er</sup> : Son amendement (construction d'une centrale hydraulique en aval de Chateaufort afin d'éviter que l'eau manque dans cette ville) (p. 4235, 4236); le retire (p. 4236); son article additionnel (obligation à Electricité de France de draguer la rivière en aval de Mallemort) (p. 4236); Son article additionnel (maintien d'un débit d'eau minimum de 15 m<sup>3</sup> seconde en aval de Mallemort) (p. 4237); son article additionnel (construction d'un canal agricole entre Orgon et Eygalières) (p. 4237); le retire (p. 4238); Art. 4 : Son amendement tendant à faire bénéficier les arrosants de l'augmentation de 20 0/0 des débits de canaux agricoles prévue à l'article 4 (p. 4238); Art. 5 : Son amendement (poursuite des expériences de réalimentation) (p. 4239); le retire (ibid.); Art. 8 : Son amendement tendant à indemniser les expropriés suivant le principe appliqué pour les dommages de guerre par la loi du 28 octobre 1954 (p. 4243); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 34-24 : Services sanitaires et laboratoires vétérinaires, vaccin contre la myxomatose [26 novembre 1954] (p. 5477, 5478); Chap. 42-01 : Exportation de fruits et légumes (p. 5490, 5491); Chap. 44-01 : Sa demande de rétablissement du chapitre 44-21 relatif aux crédits de vulgarisation (p. 5495); Chap. 44-23 : Sa demande de disjonction (prime à la culture des oliviers) (p. 5498); Chap. 46-51 : Calamités agricoles, sa demande de disjonction (p. 5501, 5511); Etat B, Chap. 51-60 : Grands travaux hydrauliques et*

*d'équipement agricole, sa demande de disjonction (aménagement de la Durance) (p. 5511); la retire (ibid.); — en deuxième lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1955, Art. 33 : Son amendement (taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée pour certains balais et balayettes) [17 mai 1955] (p. 2849); — d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole : Contre-projet de M. Gabriel Paul (enseignement obligatoire et gratuit) [22 juin 1955] (p. 3233 à 3235); Art. 36 : Son amendement (méthodes et moyens de la vulgarisation agricole) [30 juin 1955] (p. 3537); Art. 41 : Son amendement (taxe de formation professionnelle agricole) (p. 3538); — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour 1955 et 1956, Art. 9 : Son amendement tendant à supprimer l'article (conditions de paiement des cotisations en ce qui concerne le métayage) [19 juillet 1955] (p. 3929); Art. 3 : Amendement de M. Waldeck Rochet (conditions d'attribution et financement de l'allocation de la mère au foyer) [20 juillet 1955] (p. 3959); Art. 4 : Son amendement (condition faite aux membres de la famille de l'exploitant) (p. 3970, 3971); le retire (p. 3971).*

#### LAMPS (M. René), Député de la Somme (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé : membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); membre titulaire de cette Commission [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

#### Dépôts :

Le 20 juillet 1951, une proposition de loi tendant à préciser que la poliomyélite donne droit au bénéfice de congé de maladie de longue durée, **n° 244**. — Le 31 juillet 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à limiter au 1<sup>er</sup> novembre 1951 la date extrême de parution du décret d'application de l'article 6 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948, fixant les modalités d'application de l'indemnité aux fonctionnaires en exercice dans les communes classées déshéritées, **n° 419**. — Le 3 août 1951, une proposition de loi tendant, en ce qui concerne le recouvrement des impôts, à supprimer la majoration de 10 0/0, **n° 527**.